

lettre du Brexit

Marc Roche Journaliste

Theresa May, la passion de l'Angleterre moyenne

Vernon Bogdanor illustre à merveille l'essence même de son travail d'universitaire : le paradoxe. Le professeur à l'Institut britannique d'histoire contemporaine du King's College de Londres pourchasse les idées reçues sur l'Angleterre, mais ressemble comme deux gouttes d'eau au stéréotype du politologue anglais aux propos non feutrés mais toujours teintés d'humour.

« Theresa May comprend bien l'Angleterre moyenne dont elle est issue. Elle peut compter sur le soutien croissant de l'opinion publique à l'accord sur le divorce entre le Royaume-Uni et l'Union européenne. C'est la raison pour laquelle elle court-circuite les députés pour faire appel directement à l'homme de la rue qui veut en terminer une fois pour toutes avec le Brexit. »

Le salon de thé de l'hôtel Sofitel de Piccadilly Place paraît incongru pour accueillir cet homme raide à la silhouette tourmentée comme un Giacommetti. Les murs rose bonbon, les fauteuils cosy et la harpiste jouant des mélodies sucrées détonnent avec cet expert à l'allure altière et par instants hautaine. « May a compris que le pays profond soupçonne l'élite de vouloir torpiller le Brexit par toutes sortes d'astuces. »

Un réservoir de voix

En 1972, le Premier ministre conservateur Edward Heath avait donné la liberté de vote lors du débat sur l'adhésion à la CEE. Ce ne sera pas le cas à l'occasion du choix historique du 11 décembre sur l'arrangement de retrait scellé le 25 novembre à Bruxelles. A écouter notre expert, Heath, qui disposait d'une petite majorité, avait choisi cette option en vue de capter les suffrages des travaillistes pro-européens.

Aujourd'hui, un gouvernement faible et divisé est confronté à une opposition déterminée à saboter l'accord dans l'espoir d'élections générales en

cas de rejet. Mais May dispose d'un réservoir de voix potentielles du côté des élus travaillistes représentant des circonscriptions ouvrières du Nord et des

Midlands qui ont massivement voté Leave.

Nulle enceinte n'a la majesté de la chambre des Communes. La salle de séance du plus ancien Parlement du monde, qui n'est longue que de vingt mètres, sera archipleine pour l'occasion. Les débats seront particulièrement passionnés.

Une Constitution particulière

Pourquoi le Parlement est-il au centre de la vie politique d'outre-Manche ? Vernon Bogdanor précise que tel est le cas lorsque l'équipe au pouvoir dispose d'une faible majorité ou, comme aujourd'hui, est minoritaire sans l'appui du petit parti unioniste protestant. Sous Thatcher et Blair, qui avaient de grosses majorités, la ratification passait comme une lettre à la poste, insiste notre interlocuteur dans ce lieu propice aux confidences.

A écouter l'observateur de la plus belle eau, l'absence de Constitution non écrite facilite les grands changements institutionnels comme le Brexit. Le caractère non écrit des textes fondamentaux reflète la spécificité d'Albion par rapport au Continent. Le Royaume-Uni n'a pas connu de changement de régime depuis 1660, lors de la restauration de la monarchie. Le pays a, par exemple, échappé aux grands bouleversements qui ont secoué le continent, à l'instar de 1789, de 1848 ou de 1917. La plupart des Constitutions des 27 sont nouvelles. La Cinquième République date de 1958, les Constitutions italienne et allemande remontent respectivement à 1947 et à 1949.

Un homme d'affaires qui a écouté notre conversation intervient, déclarant à l'adresse de Bogdanor : « Vous

êtes l'intelligence même. Il faut soutenir Theresa May ou c'est le chaos. »

Constamment exposé aux projecteurs qui éblouissent son regard bleu, après les politesses d'usage, l'intéressé continue sans broncher son exposé. Avec une sérénité magistrale, la vigie renvoie le curieux à son prochain livre publié début janvier, intitulé *Beyond*

Brexit (Au-delà du Brexit). Tout se mérite.

Le leitmotiv du feu follet du Brexit est simple : les divisions sur la construction européenne sont responsables de la chute de la plupart des Premiers ministres conservateurs au pouvoir depuis le lancement de la demande d'adhésion, en 1962. Macmillan, Heath, Thatcher, Major et Cameron sont tombés à la suite de rébellions des anti-Européens comme des europhiles. May pourrait suivre.

Il faut bien le dire, le Royaume-Uni a rejoint la CEE pour des raisons pratiques, en l'occurrence trouver son rôle après la disparition de l'empire et résoudre ses problèmes économiques aigus. Mais malgré ses créations comme le marché unique et l'élargissement aux pays de l'Est, Albion a toujours voulu les bénéfices de l'adhésion sans les obligations. Le pays n'a jamais partagé la vision de Robert Schuman d'une « destinée commune ».

Et hop ! La mémoire se dévide, pétillante comme le champagne dans un décor où passent la haute silhouette du général de Gaulle et celle, massive, de Paul-Henri Spaak.

Les crises politiques du passé - Suez en 1956, l'ancrage à la CEE en 1972, la ratification du traité de Maastricht en 1993 - ont été rapidement réglées. « Le Brexit est unique de par les émotions qu'il suscite de part et d'autre, les enjeux lourds et complexes et la longueur du processus qui peut durer ad vitam aeternam. » Tiens donc ! ■